

OMPI



WO/CC/50/2

ORIGINAL : anglais

DATE : 18 juillet 2003

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
GENÈVE

F

COMITE DE COORDINATION DE L'OMPI

Cinquantième session (17^e session extraordinaire) Genève, 2 et 3 septembre 2003

**NOMINATION DES VICE-DIRECTEURS GÉNÉRAUX ET SOUS-DIRECTEURS
GÉNÉRAUX; AUTRES QUESTIONS CONCERNANT DES FONCTIONNAIRES
DE RANG ÉLEVÉ**

Document établi par le directeur général de l'OMPI

1. L'article 9.7) de la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle dispose que le directeur général nomme les vice-directeurs généraux après approbation du Comité de coordination. Depuis la création du grade de sous-directeur général, une procédure semblable à celle prévue à l'article 9.7) en ce qui concerne les vice-directeurs généraux a été suivie dans la pratique pour la nomination des sous-directeurs généraux.
2. Le 2 juillet 2003, le directeur général, agissant également en sa qualité de directeur général élu, a notifié aux États membres de l'OMPI que le mandat des vice-directeurs généraux et sous-directeurs généraux de l'OMPI arrivait à expiration le 30 novembre 2003 (notes C. N 2399 et C. N 2401 du 2 juillet 2003). Dans la même communication, le directeur général convoquait le Comité de coordination en session extraordinaire les 2 et 3 septembre 2003 en vue de solliciter son approbation concernant les nominations qu'il entendait proposer pour un mandat débutant le 1^{er} décembre 2003. Le directeur général indiquait en outre dans cette communication qu'il engagerait des consultations sur ces propositions dans la période précédant la session extraordinaire du Comité de coordination.

3. Le présent document contient les propositions que, à la suite de consultations, le directeur général souhaite faire en ce qui concerne les nominations aux postes de vice-directeur général et de sous-directeur général pour un mandat débutant le 1^{er} décembre 2003. Il traite aussi d'autres questions concernant les hauts fonctionnaires de l'OMPI.

Vice-directeurs généraux

4. À la date du présent document, l'OMPI compte quatre vice-directeurs généraux, dont le mandat expire le 30 novembre 2003. Il s'agit, dans l'ordre alphabétique par date de nomination, des personnes suivantes :

- i) M. Roberto Castelo (Brésil), nommé vice-directeur général en juillet 1998;
- ii) M. Shozo Uemura (Japon), nommé vice-directeur général en juillet 1998;
- iii) Mme Rita Hayes (États-Unis d'Amérique), nommée vice-directrice générale en décembre 2001; et
- iv) M. Philippe Petit (France), nommé vice-directeur général en décembre 2001.

5. À l'expiration de leur mandat, le 30 novembre 2003, MM. Roberto Castelo et Shozo Uemura libéreront leur poste de vice-directeur général.

6. Le poste laissé vacant par M. Castelo a fait l'objet dans la pratique d'un roulement entre les trois groupes régionaux d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes et d'Asie (par ordre chronologique). Conformément à cette pratique, le poste sera désormais occupé par un ressortissant d'un pays d'Asie. Le directeur général propose, aux fins d'approbation par le Comité de coordination, que M. Geoffrey Yu (Singapour) soit nommé au poste de vice-directeur général pour une période de trois ans allant du 1^{er} décembre 2003 au 30 novembre 2006. M. Yu est actuellement sous-directeur général de l'OMPI, poste qu'il occupe depuis janvier 1999 (son curriculum vitae figure dans le document WO/CC/43/2 en date du 29 janvier 1999). Le directeur général propose que, à l'expiration du mandat de M. Yu au poste de vice-directeur général, M. Narendra Sabharwal (Inde) soit nommé vice-directeur général pour le reste du mandat du directeur général, soit du 1^{er} décembre 2006 au 30 novembre 2009. M. Sabharwal est actuellement directeur principal (grade D.2) du Bureau de la coopération pour le développement avec l'Asie et le Pacifique. Son curriculum vitae est reproduit à l'annexe I.

7. Le directeur général propose également, aux fins d'approbation par le Comité de coordination, que M. Francis Gurry (Australie) soit nommé à compter du 1^{er} décembre 2003 au poste de vice-directeur général libéré par M. Shozo Uemura. M. Gurry est actuellement sous-directeur général de l'OMPI, poste qu'il occupe depuis janvier 1999 (son curriculum vitae figure dans le document WO/CC/43/2 en date du 29 janvier 1999).

8. Le directeur général propose également, aux fins d'approbation par le Comité de coordination, que les mandats de vice-directeur général de Mme Rita Hayes (États-Unis d'Amérique) et de M. Philippe Petit (France) soient reconduits à compter du 1^{er} décembre 2003 (les curriculum vitae de Mme Hayes et de M. Petit figurent dans le document WO/CC/46/2 en date du 11 mai 2001).

Sous-directeurs généraux

9. À la date du présent document, l'OMPI compte deux sous-directeurs généraux, à savoir, comme indiqué ci-dessus, MM. Geoffrey Yu (Singapour) et Francis Gurry (Australie), dont les mandats arrivent à expiration le 30 novembre 2003.

10. Le directeur général propose, aux fins d'approbation par le Comité de coordination, que MM. Ernesto Rubio (Uruguay) et Khamis Suedi (République-Unie de Tanzanie) soient nommés aux postes de sous-directeur général qui seront libérés le 30 novembre 2003.

11. M. Ernesto Rubio est actuellement directeur principal (grade D.2) du Département des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques au sein du Secteur des marques, des dessins et modèles industriels, des indications géographiques et de l'application des droits. Son curriculum vitae est reproduit à l'annexe II.

12. M. Khamis Suedi est actuellement conseiller spécial du directeur général (grade D.2). Son curriculum vitae est reproduit à l'annexe III.

Durée des mandats

13. Le directeur général propose que les candidats dont la nomination aux postes de vice-directeur général et de sous-directeur général est proposée dans le présent document soient nommés pour une période allant du 1^{er} décembre 2003 au 30 novembre 2006.

Directeurs exécutifs

14. Le directeur général informe le Comité de coordination qu'il a l'intention de créer le titre de directeur exécutif à l'intention d'un nombre restreint de directeurs principaux (fonctionnaires de grade D.2).

Avis concernant une nomination à un poste de grade D.1

15. L'article 4.8)a) du Statut du personnel de l'OMPI prévoit que "les fonctionnaires sont nommés par le directeur général; toutefois, les nominations à des postes de la catégorie spéciale (grades D.1 et D.2) doivent être effectuées compte tenu de l'avis du Comité de coordination".

16. Le directeur général a l'intention, si le Comité de coordination y consent, de nommer M. Valentin Ouchakov (Fédération de Russie) à un poste de grade D.1.

17. M. Ouchakov est actuellement consultant à la Division de la coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie au sein des Services d'appui administratif et des relations extérieures. Ressortissant de la Fédération de Russie, M. Ouchakov est entré à l'Organisation en juin 1999 en tant que consultant auprès des Services d'appui administratif. En juin 2000, il a été transféré, avec le même titre, à la Division de la coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie du Secteur du développement progressif du droit international de la propriété intellectuelle, puis des Services d'appui administratif et des relations extérieures. Avant d'entrer à l'OMPI, M. Ouchakov a travaillé de 1964 à 1988 auprès de l'ancien Comité d'État de l'URSS pour la science et la technologie, notamment en qualité de directeur des organisations économiques et scientifiques internationales du Département des relations extérieures. À compter de 1980, il a également passé cinq ans auprès du secrétariat de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, à Genève. À partir de 1998, il a travaillé pour l'ancien Comité d'État de l'URSS pour les inventions et les découvertes, qui est devenu en 1992 l'Office des brevets et des marques de la Fédération de Russie (ROSPATENT), où il a exercé les fonctions de directeur du Département de la coopération internationale. En 1997, le Gouvernement de la Fédération de Russie l'a nommé vice-directeur général de ROSPATENT et représentant plénipotentiaire adjoint de la Fédération de Russie auprès du Conseil interétatique de la CEI pour les questions de propriété industrielle. M. Ouchakov a par ailleurs dirigé les délégations de l'ex-URSS et de la Russie à l'occasion de plusieurs réunions, dont des conférences diplomatiques de l'OMPI. Il a aussi été porte-parole de la Fédération de Russie lors des négociations avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les questions de propriété intellectuelle. M. Ouchakov a enseigné en qualité de conférencier à temps partiel à l'Académie de commerce international de Moscou. Titulaire d'une maîtrise scientifique en gestion du Massachusetts Institute of Technology, il parle l'anglais et le russe.

18. M. Ouchakov occupera les fonctions de directeur de la coordination interoffices à la Division de la coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie.

19. Le Comité de coordination est invité à approuver les nominations suivantes :

*i) Mme Rita Hayes,
M. Philippe Petit, M. Francis Gurry et
M. Geoffrey Yu aux postes de vice-directeur
général pour la période allant du
1^{er} décembre 2003 au 30 novembre 2006;*

*ii) M. Narendra Sabharwal au poste
de vice-directeur général pour la période
allant du 1^{er} décembre 2006 au
30 novembre 2009;*

*iii) MM. Ernesto Rubio et Khamis
Suedi aux postes de sous-directeur général
pour la période allant du 1^{er} décembre 2003
au 30 novembre 2006.*

20. Le Comité de coordination est invité à donner son avis sur la nomination de M. Valentin Ouchakov à un poste de grade D.1.

[Les annexes suivent]

ANNEXE I

CURRICULUM VITAE DE M. NARENDRA KUMAR SABHARWAL

État civil

Date de naissance	8 janvier 1942
Nationalité	indienne
Situation matrimoniale	Marié à Neelam D. Sabharwal, Ministère indien des affaires étrangères (IFS); actuellement ambassadrice et représentante permanente de l'Inde auprès de l'UNESCO, à Paris Trois enfants

Études

1979-1980	Maîtrise en administration publique (MPA) avec mention, Université Harvard (États-Unis d'Amérique). Lauréat du Edward S. Mason Fellowship.
1979	Diplôme de l'Institut d'économie, Université du Colorado (États-Unis d'Amérique). Félicitations du jury.
1961-1963	Licence en droit (LL.B), Université de Delhi. Major de promotion. - lauréat du University Law Union Prize (meilleur candidat en licence de droit); - lauréat du Sukhdevi Girdhari Lal Grover Prize (meilleur candidat en droit constitutionnel – anglais et indien); et - lauréat d'une bourse de mérite.
1959-1961	Maîtrise (MA) en économie, Université du Rajasthan. - Thèse sur l'économie de l'industrie touristique.
1957-1959	Licence ès lettres (BA), Université du Rajasthan. - Économie, sciences politiques et histoire.

Situation professionnelle

juin 2002 à aujourd'hui	Directeur principal du Bureau de la coopération pour le développement avec l'Asie et le Pacifique, Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)
----------------------------	--

octobre 1996 à mai 2002	Directeur du Bureau de la coopération pour le développement avec l'Asie et le Pacifique et directeur du Bureau de la coopération pour le développement (propriété industrielle) et des relations extérieures avec l'Asie et le Pacifique, Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI); promu au grade D.2 en octobre 1996.
août 1991 à septembre 1996	Directeur du Bureau de la coopération pour le développement et des relations extérieures avec l'Asie et le Pacifique (OMPI)
juillet 1965 à janvier 2002	Membre de l'Indian Administrative Service (IAS), Gouvernement de l'Inde.

Expérience professionnelle à l'OMPI

Responsable du lancement, de la planification, de la mise en œuvre et du suivi du programme de coopération de l'OMPI dans tous les pays de la région Asie et Pacifique pour leur donner les moyens de mettre la propriété intellectuelle au service du développement économique, social et culturel, en particulier dans les domaines suivants :

- élaboration de politiques et de stratégies en matière de propriété intellectuelle;
- modernisation des systèmes de propriété intellectuelle dans le cadre de programmes d'assistance technico-juridique ciblés par pays et axés sur les besoins pour renforcer les structures législatives, administratives et judiciaires; mise en valeur des ressources humaines et enseignement; sensibilisation et démythification; promotion de l'innovation; utilisation des techniques de l'information; renforcement des capacités des utilisateurs, notamment parmi les petites et moyennes entreprises (PME);
- élaboration et exécution de projets et de plans d'action ciblés par pays ou par région, financés soit dans le cadre du budget de l'OMPI, soit au moyen de ressources extrabudgétaires;
- coopération avec les États membres, d'autres organismes des Nations Unies, la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Banque asiatique de développement (BasD) et d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales;
- adhésions aux traités et conventions administrés par l'OMPI;
- assistance technico-juridique aux fins de la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC et des traités administrés par l'OMPI;
- incidences sur la propriété intellectuelle de questions mondiales telles que les savoirs traditionnels, l'accès aux ressources génétiques et le folklore, ou encore le commerce électronique;
- préoccupations et besoins particuliers des pays les moins avancés (PMA);

- coopération sous-régionale entre États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC), du Forum des pays insulaires du Pacifique Sud et de la Coopération économique Bangladesh, Inde, Myanmar, Sri Lanka, Thaïlande (BIMSTEC);
- application des droits de propriété intellectuelle par le pouvoir judiciaire, les organismes chargés de l'application des lois, les procureurs, les titulaires et le grand public;
- promotion de la coopération avec le secteur privé et d'autres groupes d'utilisateurs et établissement de réseaux avec les institutions chargées de l'administration de la propriété intellectuelle, les établissements universitaires, les centres de R-D et les institutions financières aux fins de la création, de la gestion et de la commercialisation des actifs de propriété intellectuelle;
- gestion collective du droit d'auteur et des droits connexes;
- études sur la propriété intellectuelle et le développement économique.

Parmi les responsabilités exercées à l'OMPI figurent notamment :

- la coordination des travaux concernant la documentation relative à l'assistance technico-juridique de l'OMPI aux pays en développement pour la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC;
- la gestion et la supervision des fonds fiduciaires du Japon affectés à la propriété industrielle et des fonds fiduciaires du Japon affectés au droit d'auteur;
- la direction de l'équipe de l'OMPI dans le cadre du groupe de travail commun créé au titre de l'accord OMPI-Australie de coopération technique pour la région Asie et Pacifique;
- la coordination des activités au titre de l'accord-cadre de coopération conclu avec la République de Corée, du mémorandum d'accord conclu avec Singapour et d'autres accords du même type;
- le groupe de travail ad-hoc de l'OMPI sur la privatisation.

Expérience professionnelle acquise au sein du gouvernement

Au cours de ses 26 années de service actif auprès du Gouvernement indien, M. Saharwal a reçu un certain nombre de lettres de félicitations de la part du gouvernement pour ses excellentes prestations.

1988-1991 secrétaire adjoint du Département du développement industriel auprès du Gouvernement indien; responsable des politiques et de l'administration en matière de propriété industrielle; négociations de l'Accord sur les ADPIC dans le cadre de l'Uruguay Round; approbation de licences industrielles, de licences de transfert de technologie et d'accords d'investissement étranger; coopération internationale et coentreprises entre l'Inde et le Bangladesh, le Canada, la Commission européenne, les États-Unis-d'Amérique, l'ex-République fédérale d'Allemagne, l'ex-Tchécoslovaquie, l'ex-Union soviétique, la Hongrie, l'Iran (République islamique d'), le Japon, le Népal, la Pologne, la Roumanie, le

- Royaume-Uni, Sri Lanka et la Suède; secteurs de l'automobile, des biens d'investissement, du papier, du caoutchouc, des machines-outils, des machines textiles, de la verrerie et de la céramique; centres de croissance industrielle; OMPI, ONUDI, PNUD et Banque mondiale;
- 1985-1988 président de l'Uttar Pradesh State Textile Corporation; supervision directe de l'exploitation et de la gestion de 25 filatures employant au total plus de 25 000 personnes et plusieurs centaines de cadres supérieurs; résultats notables obtenus au niveau des bilans d'exploitation et des états financiers, des relations du travail et des exportations;
- 1983-1985 cosecraire du Département des textiles au Ministère indien du commerce; responsable de l'élaboration des politiques dans le domaine textile auprès du Gouvernement indien; négociations concernant l'Arrangement multifibres (AMF) et accords bilatéraux avec la Communauté européenne, les États Unis-d'Amérique, la Finlande, la Norvège et la Suède; exportations de textiles et de vêtements (politique générale et administration), Organe de surveillance des textiles (OST) du GATT;
- 1980-1983 directeur du Département des textiles auprès du Ministère du commerce, avec les fonctions susmentionnées;
- 1977-1979 directeur et secrétaire-adjoint du Département des réformes administratives auprès du Ministère indien des affaires intérieures;
- 1976-1977 secrétaire particulier au Département des finances du Gouvernement de l'Uttar Pradesh (UP); responsable de l'élaboration des politiques budgétaires et de la gestion des ressources, du contrôle des dépenses et de l'informatisation comptable;
- 1974-1976 magistrat et receveur des finances du district de Moradabad; haut fonctionnaire responsable de la coordination et de la supervision générales de l'ensemble des activités et des bureaux de régulation et de développement du district.
- 1973-1974 magistrat et receveur des finances du district de Rampur; haut fonctionnaire responsable de la coordination et de la supervision générales de l'ensemble des activités et des bureaux de régulation et de développement du district.
- 1969-1973 secrétaire adjoint de l'administration de l'industrie sucrière auprès du Gouvernement d'Uttar Pradesh. Responsable des politiques et de l'administration;
- 1968-1969 sous-secrétaire de l'administration chargée de la production agricole auprès du Gouvernement de l'Uttar Pradesh;
- 1967-1968 magistrat et responsable de la planification du district de Barabanki;
- 1966-1967 magistrat sous-divisionnaire à Ghazipur (UP);
- 1965-1966 Académie nationale de l'administration à Mussoorie;
- Juillet 1965 reçu avec mention au concours d'entrée dans l'administration indienne (classé dans les 10 premiers lauréats).

ANNEXE II

CURRICULUM VITAE DE M. ERNESTO RUBIO

Date de naissance : 2 décembre 1949
Nationalité : Uruguayenne
Famille : Marié, quatre enfants

Titres universitaires et qualifications professionnelles :

1968-1975 Université de la République, Montevideo (Uruguay)
études en droit et en sciences sociales :
- *Procurador* (1973)
- *Doctor en Derecho y Ciencias Sociales* (1975)

1976 admis au barreau de la Cour Suprême de Justice de l'Uruguay

1976 spécialisation en administration du développement scientifique et technique à l'Instituto para el Estudio de la Ciencia Latinoamericana, Universidad del Salvador, Buenos Aires (Argentine)

Poste actuel : Directeur principal du Département des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques, OMPI, Genève

Expérience professionnelle :

depuis 1983 *Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) :*

- administrateur de programme (1983-1985) puis administrateur principal de programme (1985-1991) au Bureau de la coopération pour le développement et des relations extérieures avec l'Amérique latine et les Caraïbes
- directeur du Bureau de la coopération pour le développement et des relations extérieures avec l'Amérique latine et les Caraïbes (1991-2002)
- directeur (mai 2002) puis directeur principal (depuis juin 2002) du Département des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques
- responsable de la formulation, de la gestion et de la supervision de nombreux projets de l'OMPI dans les domaines des marques, des dessins et modèles industriels, des brevets, du droit d'auteur et de l'informatisation de la gestion de la propriété intellectuelle
- représentant de l'OMPI à un grand nombre de réunions officielles et conférences nationales, régionales et internationales

- 1980 – 1983 *Comité intergouvernemental pour les migrations*, Genève
administrateur chargé de la planification à la Division des programmes pour l'Amérique latine
- 1978 – 1980 *Présidence de la République : Bureau du plan et de la coordination*, Montevideo (Uruguay)
chef de la Section des sciences et des techniques, Division de la coopération internationale
- 1979
(février – mai) *Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)*, Santiago (Chili)
administrateur aux affaires économiques (en détachement), Bureau du Secrétaire exécutif
- 1975 – 1977 *Conseil national de la recherche scientifique et technique*, Montevideo (Uruguay)
conseiller juridique et chargé de recherche

Autres activités :

- conférencier invité dans le cadre de programmes d'étude sur la propriété intellectuelle organisés par des universités dans plusieurs pays, et auteur de nombreux articles, documents et publications sur la propriété intellectuelle
- représentant de l'Uruguay à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement (Vienne, 1979), à la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en voie de développement (Buenos Aires, 1978), et à de nombreuses réunions organisées par des institutions et programmes des Nations Unies et par l'Organisation des États américains (entre 1977 et 1980)
- secrétaire (1977) puis membre (1978-1980) de la Commission nationale uruguayenne pour l'UNESCO (Montevideo)
- avocat indépendant, Montevideo (1976-1980)
- membre de l'Association interaméricaine de la propriété industrielle (ASIPI)

Langues : excellente connaissance du français, de l'anglais et de l'espagnol (langue maternelle); bonne compréhension du portugais et de l'italien

[L'annexe III suit]

ANNEXE III

CURRICULUM VITAE DE M. KHAMIS J. SUEDI

Diplomate de carrière, M. Khamis J. Suedi a travaillé de 1977 à 1982 à la Mission permanente de la République-Unie de Tanzanie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. De 1982 à 1987, il a été chef de la Section économique au Département des organisations juridiques et internationales du Ministère des affaires étrangères de son pays, à Dar es-Salaam. Il a ensuite été affecté à la Mission permanente de la République-Unie de Tanzanie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (1987-1990).

De 1977 à 1982, M. Suedi a assisté et participé aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York, en qualité de représentant de son pays auprès de la Commission des questions administratives et budgétaires (cinquième Commission) de l'Assemblée générale des Nations Unies. De 1977 à 1981, il a aussi représenté son pays auprès du Comité du programme et de la coordination (CPC) du Conseil économique et social de l'ONU. De 1987 à 1989, M. Suedi a exercé les fonctions de représentant permanent suppléant auprès de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Vienne.

En 1988 et 1999, M. Suedi a représenté la République-Unie de Tanzanie lors des négociations commerciales multilatérales tenues dans le cadre du GATT (cycle d'Uruguay), en ce qui concerne les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). De 1987 à 1989, il a aussi représenté son pays lors des négociations de la CNUCED sur les questions relatives au transfert de technologie et aux produits de base. En 1989, M. Suedi a présidé la Commission principale constituée lors de la Conférence diplomatique de l'OMPI pour la conclusion d'un traité sur la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés, qui s'est tenue à Washington.

En 1989, M. Suedi a été élu vice-président de l'Assemblée générale de l'OMPI.

M. Suedi est entré au service de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) en janvier 1990 et, en octobre de la même année, il est devenu directeur de la Division des relations avec les organisations internationales et de la promotion des innovations dans les pays en développement. En 1995, il a été nommé directeur du Département de la coopération pour le développement (ressources humaines relatives à la propriété industrielle) et des questions interinstitutions. En 1997, il s'est vu confier la direction du Bureau de la planification stratégique et du développement des politiques. Actuellement, M. Suedi occupe les fonctions de conseiller spécial auprès du directeur général.

Né en août 1951 à Bukoba (République-Unie de Tanzanie), M. Khamis J. Suedi a étudié au St. Bernard's College à Masaka (Ouganda), puis à l'Université Fordham de New York, où il a obtenu une licence et une maîtrise au Lincoln Centre Campus et au Rose Hill Campus, respectivement. M. Suedi est marié et père de cinq enfants.

[Fin de l'annexe III et du document]